

**Visite de Jean-Luc Mélenchon  
aux ouvriers de FRALIB (thé Éléphant) en lutte  
à Gémenos (Bouches-du-Rhône),  
le 20 juin 2011  
Discours de Jean-Luc Mélenchon, [candidat du Front de Gauche]**

**Ce document n'a pas encore été relu et approuvé par l'auteur du discours.  
Malgré toute la rigueur avec laquelle nous réalisons les retranscriptions, des erreurs de  
sens et d'interprétation peuvent subsister : seul le discours oral et par extension la vidéo  
correspondante peuvent engager leur auteur.**

Mes chers amis, mes camarades, d'abord un mot pour vous remercier de m'avoir accueilli aujourd'hui parmi vous, avec cette chaleur et cette fraternité particulières qu'on rencontre parmi la classe ouvrière.

Il y a quelque temps de cela, alors que je me trouvais à Brignoles, Élodie et Valérie sont venues à ma rencontre avec sous le bras le dossier, et, chemin faisant, tandis que j'allais d'un endroit à l'autre, qu'on se déplaçait, elles m'ont expliqué le contenu du dossier, et je m'étais engagé à venir – après d'autres, ici, car je ne suis pas le premier à être venu – apporter ma contribution à la lutte que vous menez. Parce que, des fois, même s'il ne vient personne, s'il n'y a pas de journalistes, eh bien !, il y a ce mouvement du cœur qui fait qu'on est heureux de se voir, et de penser qu'on n'est pas oublié, qu'il y en a d'autres qui sont là qui suivent la lutte, qui s'y intéressent et qui s'y impliquent, de cœur et d'esprit.

Au minimum, je l'aurais fait. Et puis, le calendrier fait que c'est ce 18 juin qu'un nouvel acte de résistance est proclamé par le vote des militants communistes qui rendent possible l'ouverture d'une extraordinaire nouvelle page de l'histoire de la Gauche, et dès lors, de la patrie républicaine des Français qui, dans tous les grands moments, est identifiée à la Gauche. Et donc j'ai pensé que ce serait une belle idée que de commencer ce chemin toujours nouveau emprunté ensemble, d'abord dans une usine – et quelle usine ! Je vais en dire un mot. Si bien que les gens de presse, les journalistes pourraient être intéressés à venir observer ce déplacement, et donc rencontreraient la lutte ouvrière.

Le Front de Gauche porte un projet audacieux et ambitieux. Pas parce que nous serions plus audacieux et plus ambitieux que d'autres – certes, nous le sommes – ; mais parce que des circonstances exceptionnelles roulent sur le monde et sur l'Europe, qui exigent des solutions audacieuses, et non la répétition « plan-plan » des routines, des habitudes, et des chemins tout tracés qui vont d'une ornière à l'autre. Quand la crise déferle sur l'Europe, menace jusqu'à ses

fondements, telle qu'à cette heure personne ne peut dire si, dans un mois ou deux, il y aura encore un Euro – et nul ne peut souhaiter qu'il n'y en ait plus après un fracas incontrôlé –, quand la crise est telle que l'on voit les puissants, les importants, les intelligents qui savent tout, tout le temps, mieux que les autres, être incapables de faire face à une catastrophe qu'ils ont eux-mêmes provoquée par leur imprévoyance, comme on l'a vu au Japon [*« à Fukushima »*, précise une voix], incapables de faire face à une crise financière dont ils sont intégralement les responsables, telle qu'un diplômé de lettres, comme moi, est capable d'y voir plus clair que toute cette armée de prétentieux qui savaient savoir faire mieux que les autres, pour l'Europe, et pour la monnaie unique, et pour le monde, et qui à cette heure ne savent que faire, sinon proposer à la Grèce et aux Grecs de pâtir et souffrir, encore, et encore, sans aucune perspective d'une amélioration quelconque demain !

Voilà leur bilan ! Leur système ne marche pas ! Leurs dirigeants sont des incapables ! C'est eux qui provoquent ces désastres ! C'est eux qui sont incapables de nous proposer des alternatives tranquilles du type de celles que nous souhaitons ! Car nous sommes des gens tranquilles, et nous ne demandons rien d'autre que les choses simples auxquelles notre travail, notre intelligence, notre dévouement aux autres nous donnent droit : être soigné quand on est malade, que nos enfants soient correctement éduqués à l'école, quitter l'emploi quand l'heure est venue d'aller à la retraite se dévouer aux autres d'une autre manière, aux siens, et à la collectivité. Qu'est-ce qui, dans tout ça, est si extravagant qu'on ne puisse l'obtenir ? Alors que le pays est si riche qu'il est plus riche qu'il ne l'a jamais été de toute son histoire !...

Vous qui avez un patron dont la paye représente pour moitié de ce qu'elle est la totalité de tous vos salaires, qu'est-ce que cette humanité qui a des besoins si extravagants qu'il faut, pour qu'ils soient satisfaits, le travail d'une usine entière – et encore, ça ne suffit pas ! Ces mots, je les porte pour vous. Vous pourriez les dire aussi bien que moi, et peut-être même mieux, parce qu'ils viendraient de vos souffrances et de votre intérêt pour votre travail. Telle est ma mission dans ce moment : je porte votre parole, je rends visibles les invisibles, la classe ouvrière, les ouvriers, les salariés et les employés. Il n'y a pas de classe sociale plus nombreuse en France, plus industrielle, plus capable de préparer la suite, et c'est elle qu'on ne voit jamais, dont on ne parle jamais, sinon pour lui attribuer des sentiments qui ne sont pas les siens, puisqu'aujourd'hui, paraît-il, elle serait vouée à l'extrémisme d'extrême droite ! Voilà le moment où « ils » redécouvrent les ouvriers : c'est pour les insulter de nouveau ! Alors je fais, au fond, à l'échelle nationale et dans le rôle qui est le mien, ce que font Olivier, Gérard, et combien d'autres ici, marchant devant – des fois en se demandant pourquoi... Les autres, vous

avez été là, vous les avez poussés, d'un mouvement d'épaule, d'un mouvement du coude, et les voilà devant, c'est à eux de faire le travail ! Mais on ne le fait jamais si bien que porté par les autres ! Et à cette heure, c'est de vos exemples que je me sens porté !

J'ai croisé quelqu'un qui m'a dit qu'elle avait eu six années de contrats d'intérimaire avant, enfin, d'avoir un contrat à durée indéterminée... Et qu'elle n'a pu bénéficier du bonheur de se dire « je sais enfin ce que je vais faire l'année prochaine », – commencer à faire des projets, déposer des dossiers, pour construire sa vie –..., n'a pu en profiter que quatre semaines avant d'apprendre que l'entreprise allait être fermée !... Eh bien, de cet exemple il faut tirer une leçon générale ! À bas le précaire ! À bas la précarité ! Nous sommes capables, en 48 heures, peut-être à peine plus – mais pour un discours, il faut dire 48 heures... – Mais à peine plus ! –, de titulariser les 850 000 précaires de la fonction publique. Il faut une demi-heure pour signer le décret [*applaudissements*] qui interdit que les entreprises puissent, pour les grandes, utiliser plus de 5% de leur main-d'œuvre en contrat à durée déterminée, et pour les plus petites, plus de 10%<sup>1</sup>. Alors les travailleurs et les salariés, moins angoissés pour eux de leurs lendemains, et pour leur famille, trouveraient ces talents et cette disponibilité qui renforcent le peuple et lui donnent les moyens du combat. Car il est dur de se préoccuper des autres quand on ne sait pas déjà de quoi sera fait son propre lendemain. Et vous le savez bien !

J'ai rencontré quelqu'un qui m'a dit : « Je suis rentré à l'usine à seize ans, et m'y voici encore... » Eh bien ! Est-ce que toutes ces années étaient seulement des années où cette noble et digne personne répétait les mêmes gestes, ou bien est-ce qu'au contraire, pendant toutes ces années, le savoir-faire ne s'est pas amélioré ? Est-ce que cette personne n'a pas concouru, par son intelligence, ses propositions, à l'heure où l'on a parlé de la force de la machine, de la façon de mieux la protéger ? Est-ce qu'elle n'a pas aussi apporté ça, en plus de son travail, heure après heure ? Cette intelligence collective que nous avons, est-ce qu'elle ne mérite pas d'être récompensée ? Est-ce que, que ce soit par la validation des acquis de l'expérience [*VAE*], ou par quelque autre moyen négocié dans l'entreprise, la paye ne doit pas suivre, à bon rythme, le progrès lié à la fidélité à l'entreprise et à la qualité du travail ?

---

1 En fait, JLM dit le contraire : « ... le décret qui interdit que les entreprises puissent, pour les grandes, utiliser plus de 10% de leur main-d'œuvre en contrat à durée déterminée, et pour les plus petites, plus de 5% ». Sa langue a « fourché » dans le feu du discours. Le *Programme partagé* énonce, p. 2 : « Le CDI à plein temps sera réaffirmé comme étant la norme du contrat de travail, le recours aux intérimaires et contrats à durée déterminée strictement encadré. Un quota maximal d'intérimaires et de contrats à durée déterminée égal à 5 % des effectifs dans les grandes entreprises et 10 % dans les PME sera instauré sauf dérogation justifiée. » Voir ici : [http://reseau.dynamique-frontdegauche.fr/sites/default/files/programme\\_partage.php\\_pdf](http://reseau.dynamique-frontdegauche.fr/sites/default/files/programme_partage.php_pdf)

Il faut une augmentation immédiate et substantielle des salaires des travailleurs, parce que c'est eux qui le méritent [applaudissements] et qui sont en capacité à partir de là, je vous le dis d'un point de vue d'économiste, non pas d'aller accumuler pour placer dans ces placements suspects qui vont et viennent au gré de la bulle financière dans le monde, mais qui vont dans la production, dans la consommation, dans les petits bonheurs de la vie de tous les jours.

Car les gens n'en demandent pas tant qu'on en donne à Mme Bettencourt, qui ne sait qu'en faire, et ne sait d'ailleurs même plus où elle en est... [Rires] Ni à ces patrons d'Unilever dont je ne connais pas le nom, mais dont je vais quand même vous dire un mot.

J'ai rencontré quelqu'un qui est un bachelier professionnel, et qui a un bac pro de maintenance des systèmes industriels. Le voici devant la machine complexe, capable bien mieux qu'un autre de prévenir à temps ce qui dysfonctionnerait. Travail précieux, qui permet de savoir comment demain il faut améliorer la mécanique pour soulager le travail humain. Car la machine est là aussi pour soulager le travail humain, ne le perdons pas de vue, non pas pour accabler, pour exiger une productivité sans cesse croissante. Eh bien, ce savoir-là, c'est celui qui doit donner le droit aux travailleurs de participer directement à l'analyse du process de production et aux améliorations qu'il apporte. Les travailleurs savent le faire, et il y a dans cette usine des machines qui ont été inventées par les travailleurs qui en ont fait le cahier des charges. C'est votre fierté, et vous avez raison de dire, à partir de là : « À qui appartient la marque ? » Elle appartient aux travailleurs qui l'ont amenée à ce niveau de performance et d'attraction [applaudissements]. Je le dis, oui, parce que la question de la propriété est centrale, et j'y viens.

Mes chers compatriotes, c'est à mes concitoyens que je m'adresse. À ceux, pas seulement qui ont des bulletins de vote, mais à qui la République confie le soin, pour chacun d'entre eux, de dire, non pas ce qui est bon pour lui-même, mais ce qui est bon pour tous, et qui s'appelle l'intérêt général.

L'intérêt général de la République Française est que cesse la possibilité, de par des manœuvres et des manigances, qu'on obscurcisse le circuit de la décision et de la collecte de l'argent, telle qu'on puisse, en Suisse, ce pays qui, à lui tout seul, est une espèce de concentré de tout ce qu'on peut imaginer de dissimulation et d'encouragement aux fraudes inciviques les plus complexes, mais qui au bout du compte reviennent toujours à la même chose : comment piller le travail des autres et en bénéficier sans entraves.

C'est une honte que parce que l'on a créé une entreprise, qui est localisée, qui a ses comptes en Suisse, elle réalise le rêve du patronat : une entreprise où il n'y a pas d'ouvriers, il n'y a pas de machines, il n'y a pas d'usine ! Il y a juste un fichier-clients, un carnet de chèques, ... et les calculettes – merci, Gérard ! *[Rires]* Et ces gens, là-bas, décident que vous êtes des centrales de coût, c'est-à-dire que vous, vous coûtez ! C'est ainsi que vous êtes présentés, alors que c'est ici que s'accumule la richesse.

Il faut que cesse en Europe, et je sais que la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne, il faudra donc lui faire entendre raison, si ce n'est de gré, alors de force. De force par les accords internationaux. Ça suffit, les paradis fiscaux, la truande<sup>2</sup> qui permet de voler les peuples de leurs efforts. Et si vous cherchez l'argent des Grecs, il est vraisemblable qu'il doit être quelque part de pas très éloignée du coffre-fort où se trouve le vôtre ! Celui que vous produisez ! *[Applaudissements]*

Ça suffit le dumping social, le dumping fiscal ! et ce que je dis là n'a rien d'exagéré, rien d'excité. C'est au contraire demandé tranquillement : que là où est produite la richesse, eh bien, elle puisse circuler librement. C'est à cela que je vous appelle, comme citoyens, par vos bulletins de vote, à marquer avec force ce qu'est un vote utile. Un vote utile, c'est celui qui permet de briser ces chaînes-là, les chaînes du mensonge, de la triche, qui oppriment le continent tout entier.

Et puis après, bien sûr, vient la question de la propriété. Et je veux qu'on m'entende, moi qui ai pris le risque, avant d'autres, bien moins grand que ceux qu'ils ont pris eux, en disant « Qu'ils s'en aillent tous ! », car je pensais précisément aux patrons d'Unilever – ce qui ne s'est pas assez su... *[Rires]* Et comme j'étais content de voir les Tunisiens dire « Dégage ! », et les Égyptiens en faire autant, et puis ensuite les citoyens se regrouper, en Espagne, en Grèce, et partout, pour aller vers des assemblées citoyennes que je vous appelle vous aussi à constituer !

Eh bien ! Il faut maintenant faire le bilan ! À cette heure, les dirigeants d'Unilever ne se comportent pas avec la dignité et la responsabilité qui doivent être celles de personnalités d'aussi haut rang. Diriger une entreprise, ce n'est pas seulement prendre, c'est aussi donner. Et puisque qu'ils ne savent pas que faire, et que, paraît-il, ils ne savent faire autrement que de produire du thé Éléphant né ici – ils ne sauraient, paraît-il, le faire qu'ailleurs, en Pologne, ou je ne sais où, où on a sûrement moins vu d'éléphants qu'ici... *[Rires]* – eh bien, il faut dire : « Si vous ne savez pas le faire, allez-vous en, parce que nous, nous savons le faire ! »

---

2 C'est à la notion de « truanderie » que l'auteur fait référence.

[*Applaudissements*] Restez chez vous ! Faites autre chose. Nous, nous savons faire bien, de bonne qualité, avec du soin, de manière responsable et moins gâpilleuse que vous ! Lorsque vous nous avez donné, par exemple – et heureusement que vous en êtes revenus... –, la consigne absurde de préférer mettre à la poubelle les cartons qui n'étaient pas bien formatés, les sachets qui ne l'étaient pas, plutôt que de les confier au CAT [*Centre d'Aide par le Travail (pour l'insertion de personnes handicapées)*] où l'on faisait du bon travail, avant qu'on ait installé ici une machine, il y a eu cette consigne absurde de tout foutre à la poubelle ! Et d'ailleurs, si on les écoutait, c'est la terre entière qui serait une poubelle. Et c'est ce qu'ils ont commencé à faire... Bref !

Puisque vous faites cette démonstration, voilà mon jour de gloire. Je suis, pour ma première sortie de candidat du Front de Gauche, parmi les miens, ceux que j'ai mission de représenter au nom des partis qui constituent le Front de Gauche et des personnes qui n'ont pas d'appartenance de parti : les travailleurs, la classe ouvrière, celle qui ne baisse pas les yeux, et qui, lorsque les patrons disent « Nous allons nous en aller », ont le mot qu'il faut pour répondre et disent : « Au revoir ! » [*Rires, applaudissements*]

Vous avez raison de faire la démonstration jusqu'au bout en disant : nous sommes capables nous-mêmes d'organiser la production avec une coopérative ouvrière de production, quelle qu'en soit la forme, qu'il s'agisse d'une société qui donnerait sa part aux collectivités locales, d'une coopérative au sens traditionnel, ou bien une société anonyme à participation ouvrière. Les formes sont nombreuses qui permettent de montrer qu'il existe une alternative à la propriété capitaliste, surtout lorsque celle-ci se présente comme elle le fait ici, comme purement prédatrice. Nous sommes ceux qui savent produire, bien produire, avec intelligence. Et avec assez de discernement pour penser aux autres.

Gérard, Olivier, Élodie et Valérie m'ont expliqué qu'ici, quand on a travaillé deux heures, on a produit la richesse de dix ! C'est donc qu'il s'en trouve huit qui sont accaparées par quelques uns ! Eh bien, ces huit heures de travail gratuit – et vous voyez que tout le capitalisme repose sur le travail gratuit ! Celui des autres ! –, ce travail gratuit peut être récupéré. Oh, nous ne sommes pas si gourmands qu'il y paraît d'abord ! Récupéré partie en paye ; récupéré partie en temps libre ; récupéré partie en travail partagé. Et tout ceci, mes amis, produit quelque chose qui n'est pas quantifiable, quelque chose que l'on ne peut pas mettre en chiffres, mais qui irradie la société de l'intérieur, et ça s'appelle le petit goût du bonheur de vivre... [*Applaudissements*] Le bonheur de vivre, comme disait Ferrat, « qui me laisse la lèvre sèche<sup>3</sup>... »

---

3 Jean Ferrat, *Ma France*. La citation exacte serait : « ... et ce goût du bonheur qui **rend** ma lèvre

Allez ! Bon vent, la France que vous êtes, belle, et rebelle ! Nous sommes à vos côtés !

[Applaudissements. L'assistance scande « Tous ensemble ! tous ensemble... »]

*Transcription réalisée par des membres du groupe « Initiatives Citoyennes - discours Importants ».*

<http://reseau.dynamique-frontdegauche.fr/reseau/discours-importants>